

Mondialisation, discours de la mondialisation et souveraineté

M. Tewfik HAMEL

Chercheur en Histoire militaire et défense nationale

Résumé

Pour plus de 350 ans, depuis le *traité de Westphalie* en 1648 qui a marqué le début de la doctrine contemporaine de la souveraineté des Etats, la nature du système international a été fondée et formé autour de l'idée que l'État-nation est « le standard universel pour la légitimité politique ».¹ Le déclin de l'Etat est une imposture. « L'idée de l'Etat » est essentielle à son existence (il dépend autant de la pensée que les gens se font de l'Etat autant de ses actifs les plus tangibles).² La mondialisation est souvent définie en opposition à l'Etat –elle est sur la perte de l'Etat du contrôle sur les processus de modernisation, des flux de capitaux et autres. Ce point de vue est erroné.

Mots clés: Mondialisation, souveraineté, Etat-nation, système international.

La mondialisation et l'impérialisme occidental et l'internationalisation du capital en particulier, dépend de la puissance d'État - il ne s'agit pas de l'éclipse, mais plutôt de la transformation de l'État. Quand l'expression est utilisée, on s'y réfère pour décrire un processus qui consiste à redéfinir le rôle de l'Etat que son déclin. L'application des stratégies néolibérales a produit non pas le désengagement de l'intervention de l'Etat, mais plutôt sa réorganisation

politique, institutionnel et géographique. Les Etats ont été « transformés en instruments proactives pour faire avancer l'agenda du capitalisme mondial ». Ils sont devenus le bras politique et militaire des grandes entreprises.³

Le monde mondialisé sans frontières est un voyage vers une destination inaccessible. Ses caractéristiques principales sont : intervention militaire, conditionnalité économique et fortification des frontières. L'un des aspects les plus contradictoires de ces transformations de la frontière a été l'effet de dilution des frontières comme des obstacles économiques, tout en étant en même temps renforcé comme des obstacles à la circulation de certaines catégories de personnes. Par ailleurs, les tendances en matière d'immigration et des politiques de sécurité aux frontières en Europe ont précédé les attaques du 11 Septembre 2001. Le paradoxe est aussi apparent que réel. Il reflète tout simplement les relations inégales de pouvoir dans une division internationale de travail, où la mobilité est devenue l'une des principales sources d'influence politique pour déterminer la façon dont la richesse et la puissance du monde sont distribuées. Mobilité et immobilité sont les résultats de luttes politiques prolongées et de choix politiques pris, qui ont tendance à libérer les mouvements de capitaux, et nier en même temps cette même liberté au travail. Sans être passifs, les Etats et leurs représentants ont été des acteurs centraux dans ce processus. La reconfiguration des frontières dans l'UE et les Etats-Unis fournit l'exemple parfait de cette tendance continue. Le rôle économique des frontières actuelles de l'UE est considérable. M. Foucher compare les politiques frontalières de l'UE aux *limes*, les stratégies frontalières romaines où des régions politiquement extérieures à l'empire étaient économiquement liées à Rome. Loin d'être une Europe sans frontières, le résultat fut une Union européenne à plusieurs niveaux, basée sur une logique de « frontierisation ». Ces politiques frontalières s'apparentent à la création d'un système de frontières sélectives et spécialisées,

« situé selon l'objectif poursuivi : intégration économique, protection des migrations, sécurité extérieure ». ⁴

« La mondialisation est moins sur la “fin des territoires” que leur maîtrise sous d'autres formes ». ⁵ Le changement a eu lieu dans la façon dont les frontières territoriales sont gérées, négociées et imaginées. Les travaux sur les frontières de l'Europe élargie ont montré que ses frontières notamment extérieures connaissent des mutations mais sans pour autant disparaître. Les visas biométriques, le double durcissement des contrôles à la frontière et des cartes d'identité des ressortissants étrangers en sont des manifestations. Si le rôle militaire des frontières diminue, leur fonction idéologique et socio-psychologique reste considérable. Ces « frontières fortifiées » sont des barrières physiques asymétriques aux fins de contrôle des frontières. Elles sont plus redoutables dans la structure que les lignes de démarcation traditionnelles mais moins robustes que les frontières militarisées. Leur but n'est pas d'éliminer le mouvement transfrontalier des acteurs transnationaux clandestins mais d'imposer des coûts aux infiltrés éventuels et, ce faisant, de dissuader ou d'entraver l'infiltration. La volonté politique de lutter contre l'immigration fut accompagnée par un contrôle des pratiques transfrontalières dans les régimes à économie de marché dont les frontières doivent rester ouvertes aux marchandises, capitaux et services. ⁶

Dans l'avant-propos de la seconde édition de *La Grande transformation*, J. Stiglitz a critiqué le « fondamentalisme du marché » en notant que « Polanyi a fait exploser le mythe du libre marché ; il n'y a jamais eu véritablement un système libre marché autorégulateur ». ⁷ L'économie de marché ne peut pas être une fin en soi, elle fait partie de la société et devrait servir à des fins humaines. Entre marché et démocratie, il existe une tension présente dans le début du développement économique de l'Ouest et largement oubliée en Occident. En effet, « la version du capitalisme promu aujourd'hui en dehors de l'Occident

est essentiellement le laissez-faire et inclut rarement des mécanismes de redistribution significatifs. En d'autres termes, les Etats-Unis sont agressivement l'exportateur d'un modèle de capitalisme que les nations occidentales ont abandonné il y a un siècle. Il est essentiel de reconnaître que la formule de la démocratie libre marché actuellement imposée aux nations non occidentales –la poursuite simultanée de laissez-faire et le suffrage universel- qu'aucune nation occidentale n'ait jamais adopté, à tout moment dans l'histoire ». ⁸ De cet avis, M. HIRSH explique que « dans la nouvelle ère de la mondialisation, l'idéologie dominante est devenue, une fois de plus, l'absolutisme du laissez-faire et l'ère de l'étalon-or. Pourtant, fondamentalement [...] fautive, cette réflexion a été appliquée seulement à l'étranger. [...]. Non seulement Démocrates et Républicains continuent à pratiquer le keynésianisme à la maison, ils ont même dépassé ses prescriptions ». ⁹ En fait, il est plus simple de dire que les Etats-Unis se révèlent être le plus grand resquilleur (passager clandestin) du système international.

Cela montre tout simplement « l'hypocrisie des gouvernements américains et européens, qui font constamment pression pour l'accès aux marchés tout en protégeant leurs propres secteurs agricoles et manufacturier par le biais des tarifs ». Selon toute vraisemblance, il y aura probablement davantage de restrictions sur le flux des investissements, des biens et des services, et de travail entre les pays dans les décennies à venir en raison des mesures protectionnistes croissantes, notamment aux États-Unis, en Europe, et en Chine. ¹⁰ Dans un contexte où l'ouverture économique est venue à être identifiée comme un problème politique « il sera de plus en plus difficile de mobiliser un soutien pour l'internationalisme économique ». ¹¹ Une étude récente examinant sept grandes économies (Etats-Unis, Union européenne, Japon, Brésil, Chine, Corée de Sud et Russie) et 869 politiques commerciales non-macroéconomiques qu'elles ont prises depuis le début de la crise financière révèle un protectionnisme systématique pratiqué par ces pays. ¹²

Il en résulte un constat simple ; « cette mondialisation des économies » vantée a « conduit à une oligopolisation du marché mondial, invitant le commerce stratégique plutôt que le libre-échange ».¹³

Pour Martin Wolf, par exemple, le 14 mars 2008, le jour où le gouvernement américain a renfloué Bear Stearns avec 30 milliards de dollars, était « le jour où le rêve du libre marché mondial du capitalisme est mort ».¹⁴ Mais enfin, cela n'est pas nouveau historiquement. Lorsque les principes du libre-échange affectent les intérêts des États-Unis, le disque est rapidement changé. R. Zoellick n'est pas un idéologue du libre-échange ou d'un défenseur engagé de l'OMC. Au lieu de cela, il utilise la philosophie de libre-échange et les accords de libre-échange comme les instruments pour promouvoir les intérêts nationaux.¹⁵ L'Amérique n'a jamais pratiqué une approche intégralement multilatérale ni libre-échangiste de l'économie internationale. La tradition de base était d'ouvrir les marchés des autres dans tous les secteurs où les entreprises américaines sont plus fortes et performantes, tout en protégeant les secteurs américains qui faisaient face à une forte concurrence. Leur engagement pour une politique économique internationaliste est de plus en plus mis en doute et sera plus difficile pour eux de mobiliser un soutien pour l'internationalisme économique. A la place du marché il y a des structures d'un Etat prédateur. En effet, « la dynamique centrale du système mondial moderne est un processus d'accumulation du capital mondial, dont les bénéfices s'accumulent de manière inégale entre les nations et entre groupes sociaux au sein et entre les nations ».¹⁶ « Le capitalisme implique non seulement l'appropriation de la plus-value par « un propriétaire d'un ouvrier », mais aussi une appropriation d'une plus-value de l'ensemble l'économie-monde par les régions du noyau ». Par conséquent, les puissances industrialisées du noyau transfèrent de manière abusive des richesses à partir de la périphérie, seul moyen de maintenir un niveau de vie élevé pour la majorité de la population sans revoir la structure du système capitaliste.¹⁷ En termes

réels, l'Afrique paie plus de 10 milliards de dollars par an pour le service de la dette, tandis que les pays en développement dans leur ensemble devaient environ 1300 milliards de dollars en 1990. Ils ont transféré 43 milliards de dollars de leurs recettes d'exportation vers l'Ouest en 1988 seulement comme remboursement de la dette, et entre 1984 et 1988, un total de 140 milliards de dollars a été utilisé pour le même but.¹⁸

Dans sa tentative de défendre l'ouverture, le représentant américain au Commerce reproche aux pays en développement leur protectionnisme à travers des barrières très élevées par rapport aux Etats-Unis (la moyenne pour les produits agricoles de l'Inde ; 112%, Egypte ; 62%, Brésil ; 37%. Les droits pour les produits manufacturiers sont au moins 10 fois plus que la moyenne américaine de 3%)¹⁹. Avec des barrières les plus basses, les pertes de recettes pour l'Etat Américain sont négligeables. Le « libre-échange mondial dans la pratique se traduirait par une forte réduction des barrières dans la plupart des autres pays par rapport à très peu de libéralisation aux Etats-Unis où les marchés sont déjà en grande partie libres ».²⁰ Ce qui explique pourquoi l'économie américaine est « la plus ouverte aux importations du Tiers-Monde »²¹ dans le monde. En plus d'être l'économie la plus compétitive dans le monde, cela n'empêche pas le pays de poursuivre des mesures protectionnistes qui prennent deux formes répandues : les barrières réglementaires visant à décourager certains types de commerce, et les subventions gouvernementales visant à encourager d'autres. Au final, le libre-échange est conçu comme « un instrument de leur hégémonie ». Ce « libéralisme débridé » s'apparente en « un libre-échange modulable » miné par des mesures protectionnistes. A travers l'orientation des Etats-Unis de leurs efforts vers la libéralisation du commerce et activités économiques au niveau international, ils manifestent « à la fois une volonté sincère et l'expression de servir leurs propres intérêts, puisqu'en

1947, ils n'ont pas de rivaux susceptible de les concurrencer».²²

Le discours donc sur un monde sans frontière et le déclin de la souveraineté n'est pas pertinent historiquement. « Alors que la souveraineté dans le sens westphalien est centrée sur l'autorité accordée au monarque dans un territoire délimité, la hausse de la souveraineté populaire à travers les révolutions du XVIIIe siècle aux Etats-Unis et la France signe la montée de l'Etat-nation souverain ».²³ Le discours sur la fin entre la séparation intérieur/extérieur est trompeur dans le sens que la plupart des Etats n'ont jamais été à l'abri des influences extérieures. Alors que ces Etats ont la souveraineté juridique internationale, en raison de l'instabilité politique et économique, la notion de la co-égalité ne s'applique certainement à tous les Etats. Le droit de veto « équivalait à une reconnaissance tacite du caractère de plus en plus illusoire de la souveraineté nationale, sauf pour une poignée d'Etats très puissants ».²⁴ Les grandes puissances disposant de vastes ressources et d'influence ont une grande capacité de réagir aux changements et développements internationaux.²⁵

L'ordre westphalien, dans son évolution, n'a pas été respecté à la lettre.²⁶ S. Krasner a montré que les diverses significations de la souveraineté – y compris la reconnaissance mutuelle de l'Etat (souveraineté juridique internationale), le droit de non-ingérence par des acteurs extérieurs (souveraineté westphalienne), l'autorité politique et le contrôle effectif dans les frontières d'un système politique (souveraineté domestique), et la capacité de régulation des flux à travers les frontières de l'Etat (souveraineté interdépendante)- ont toutes été violées, dans la pratique, dès la Paix de Westphalie de 1648. Les États ont vu leur souveraineté violée à la fois par une intervention extérieure et par invitation. La paix de Westphalie, par exemple, contenait des dispositions qui ont insisté sur la tolérance religieuse entre catholiques et protestants dans les Etats des belligérants, qui réduisent les désirs

des dirigeants catholiques de réprimer les protestants, et des dirigeants protestants de réprimer les catholiques, dans leurs territoires respectifs. De même, la Paix d'Utrecht de 1713 a exprimé l'accord que la France et l'Espagne ne seraient jamais réunies sous un roi commun, limitant ainsi les ambitions politiques des dirigeants des deux côtés des Pyrénées. Le Traité d'Utrecht de 1713 a également limité l'autonomie britannique en protégeant les droits des catholiques français dans les régions de l'Arcadie et la baie d'Hudson, que la France avait cédé à la Grande-Bretagne. Ces exemples montrent que la souveraineté (comprise comme une autorité absolue dans un territoire donné, sur lequel aucun acteur extérieur n'a le pouvoir) a toujours été plus un idéal normatif qu'une réalité politique.²⁷

Dans une version actualisée, J. Agnew soutient un point de vue similaire. En effet, dans son évolution, l'ordre westphalien n'a pas été respecté à la lettre et la nature fragmentée de la souveraineté (l'existence de plusieurs échelles), associée au cycle actuel de la mondialisation, a toujours été présente mais masquée par un discours analytique pris au piège du paradigme de l'Etat-nation. La pensée classique repose sur trois hypothèses géographiques – l'État comme une unité fixe de l'espace souverain, la polarité intérieure/extérieure, et des Etats comme « containers » des sociétés. Ensemble ont conduit au « territorial trap ». Exposant ainsi les mythes communs entourant la souveraineté, J. Agnew insiste sur la nécessité d'un cadre souple de compréhension. Puisque le territoire n'est pas, et n'a jamais été, le conteneur unique de l'exercice de la souveraineté, ce qu'il faut, explique-t-il, c'est la possibilité de théoriser la souveraineté sans préjugés spatial. Ce faisant, il s'est appuyé sur la notion la « sovereignty regimes », qui lui a permis d'éviter le « piège territorial » tout en maintenant la souveraineté comme un agent essentiel dans la construction des échelles local, national et mondial ; le « sovereignty regimes » opère nécessairement dans l'espace, mais peut fonctionner à des échelles différentes et peut être partagé par de multiples acteurs.

En premier lieu, A. Agnew a commencé par exposer certains mythes de la mondialisation ; la mondialisation est la création d'un « monde plat » (associée surtout au journaliste américain Thomas Friedman); la mondialisation un phénomène entièrement nouveau ; la mondialisation se produit parallèlement à la libéralisation ; la mondialisation est antithétique à l'Etat-providence et elle est la seule option. Cela ne l'empêche pas d'être d'accord avec la pertinence de l'idée de ; déclin militaire même des plus grands Etats ; la croissance des marchés mondiaux ; l'expansion du capitalisme transnational et des modes de gouvernance alternatifs à celui de l'Etat territorial (tels l'Union européenne et les divers organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et le FMI). Ainsi, « la dissolution de la guerre froide, l'augmentation de la vitesse et la volatilité de l'économie mondiale, l'émergence de mouvements politiques en dehors du cadre des Etats territoriaux (maîtrise des armements, droits de l'homme, écologiques, etc.) tous remettent en question la compréhension établie de l'encadrement spatio-temporel des 'relations internationales' ». En même temps, les effets inégaux de la mondialisation fait qu'il est impossible de classer pleinement ses effets sur la souveraineté dans une direction (généralement vers la disparition de la souveraineté). Toute simplement, la souveraineté a moins à voir avec le territoire qu'avec l'autorité.

L'auteur met la lumière sur les attributs nécessaires à la formation de l'Etat : exclusivité et reconnaissance mutuelle, il n'y a pas de territoire sans Etat et vice-versa. En tant que tel, le territoire « sous-entend le nationalisme et la démocratie représentative ». Les mythes de la souveraineté qu'il expose sont en relation avec ce point de vue commun de l'Etat (non ingérence fondée sur la reconnaissance des lignes de démarcation). Le premier est celui du « corps politique », qui décrit une vue très territorialisée de la souveraineté. Selon cette définition, l'Etat est essentiellement « la réalisation juridique de l'identité nationale » et

la souveraineté implique littéralement de protéger le « corps » (l'Etat) contre le mal, à la fois interne et externe. Essentiellement, le maintien de l'ordre est le but. Toutefois, il s'agit d'un point de vue problématique car il ne représente que la sécurité et non pas l'opportunité (qui sont tous deux des objectifs essentiels d'un Etat). En réalité, l'opportunité (en particulier les besoins en termes de commerce, d'investissement et d'alliance) ont souvent remplacé le besoin de sécurité territoriale. La typologie qui aide à nommer ces régimes est fondée sur « the relative strength of central state authority (state despotic power) on one axis and its relative consolidation in state territoriality (state infrastructural power) on the other »²⁸.

Ensuite, il aborde le mythe largement admis de l'« Etat-nation » selon lequel les frontières délimitent clairement l'« intérieur » et l'« extérieur » d'un territoire. Cet idéal Etat-nation correspond à des objectifs nationalistes, mais, contrairement à la compréhension du nationalisme au lieu des Etats-nation, les preuves indiquent que les identités nationales se forment généralement après la délimitation des frontières, à travers des expulsions, des nettoyages ethniques et d'autres efforts d'homogénéisation culturelle. Avec la libre circulation des personnes, d'information et des capitaux à travers les frontières dans la période actuelle, la distinction entre « intérieur » et « extérieur » devient de plus en plus compliquée. En outre, la hausse du pouvoir des organisations supranationales dans les dernières décennies a également affaibli le point de vue de l'Etat-nation de la souveraineté. Enfin, il évoque, le mythe du « sovereignty game », qui épouse la notion de la co-égalité entre Etats et d'intégrité territoriale (à partir de laquelle la non ingérence émane). Une idée fautive, dit-il, au sens où la plupart des Etats n'ont jamais été à l'abri des influences extérieures, et que d'autres nombreux Etats sont le produit de la décolonisation. Alors que ces Etats ont la souveraineté juridique internationale, mais en raison de l'instabilité politique et économique, la notion de la co-égalité n'existe certainement pas dans tous les Etats.

En vertu de cette approche, il distingue quatre « régimes de souveraineté », qui décrivent de manière précise la nature variable de la souveraineté étant donné la « migration of authority » à travers les niveaux de gouvernement et entre les territoires en évidence à l'ère actuelle. Le premier est le régime « classic », celui le plus analysé traditionnellement ; un seul Etat au sein d'un territoire avec des frontières délimitées avec à la fois des pouvoirs despotiques (équivalent au pouvoir des élites et groupes d'intérêts) et infrastructurels (indique la fourniture de services publics par l'intermédiaire de l'Etat) qui, ensemble, constituent les deux fonctions centrales de l'Etat sont déployés au sein d'un territoire déterminé par le pouvoir politique fortement centralisé (par exemple la Chine). En revanche, le régime « imperialist » (basée sur un réseau de contrôle à travers l'espace qui complète le monopole total du pouvoir sur un territoire préétabli) comme ceux de nombreux pays au Moyen-Orient, Afrique-sub-saharienne et Amérique latine n'ont pas connu une forte autorité de l'Etat central ; le pouvoir infrastructurel est soit inexistant ou très faible, et le pouvoir despotique appartient à des intérêts extérieurs (tels les établissements de crédits importants comme la banque mondiale) ; « integrative » (l'Union européenne, par exemple) et ; « globalist » qui est mieux caractérisée par les Etats-Unis actuellement ou la Grande-Bretagne au XIXe siècle, et implique l'exercice de la souveraineté au-delà des frontières territoriales. Dans ce type de régimes, d'autres mécanismes non-territoriaux exercent un contrôle important ; New York, Londres et Tokyo de plus en plus représente le centre collectif de régime. Dans ce cas, l'objectif dominant est de maintenir la souveraineté territoriale des Etats tout en les intégrant, soit par la cooptation ou la coercition, dans un empire qui dépend de l'hégémonie d'un acteur central.

Les conséquences du processus actuel ne sont pas toujours les mêmes sur tous les Etats. Après tout, les Etats-Unis sont la force motrice de l'érosion des piliers de l'ancien monde ; principes du système Westphalien (souveraineté nationale), l'Organisation des Nations Unies (la guerre qu'en cas de légitime défense), et les Conventions de Genève relatives au traitement des prisonniers.²⁸ Au même temps que les Etats dans le reste du monde connaissance –et les Etats-Unis poussent vers un désengagement de l'Etat de la sphère socio-économique, en Amérique le président « a élargi le contrôle du gouvernement fédéral en matière de prêts hypothécaires, les services bancaires d'investissement, les soins de santé, de l'automobile et de l'énergie. Le Weekly Standard résume l'approche d'Obama comme toute-puissance à la maison, l'impuissance à l'étranger ».²⁹ Le constat est saisissant -sauf pour l'« impuissance à l'étranger »- pour l'ensemble des administrations américaine qui ont toujours agit pour renforcer et élargir les pouvoir du gouvernement fédéral. Ce qui veut dire nécessairement les dépenses publiques.³⁰ Le soi-disant d'un Etat américain faible est un « mythe ».³¹ C'est que ce révèle l'analyse de ce que T. Skocpol appelle l'« universalsinews of state power ». En effet, le cadre conceptuel pour l'étude de la capacité de l'État a une forte tendance à privilégier ; le nombre de personnel bureaucratiques ; le degré de leur centralisation organisationnelle et ; la capacité de l'État à extraire ressources, comme les mesures axiales de la capacité de l'État.³²

En 1993, S. MOORE a conclut que les Etats-Unis ont été progressivement transformé d'une nation avec presque pas de présence du gouvernement dans le marché à une situation où le gouvernement est aujourd'hui l'acteur prédominant dans l'économie nationale. Considérez ce qui suit: Il ya maintenant plus d'Américains employés par le gouvernement que par l'ensemble du secteur manufacturier en Amérique ; Au cours des 25 dernières années, le gouvernement fédéral a dépensé 2,5 trillions de dollars d'aide sociale et l'aide aux villes

En 1987, les agriculteurs américains ont reçu plus d'argent par les subventions gouvernementales qu'ils ne le faisaient par la vente de leurs récoltes sur le marché. En bref, les agriculteurs produisent maintenant pour le gouvernement, pas pour les consommateurs américains. Dans trois Etats aujourd'hui, la Californie, le Maine et New York, près de la moitié de tous les salaires des familles à revenu moyen sont récupérés par le gouvernement à travers les taxes sur revenu, la propriété et autres taxes.³³ En 2002, il fait valoir que « le coût de gouvernement fédéral, des Etats et locaux en Amérique a dépassé la barre de 3000 milliards de dollars ». Plus important, souligne-t-il, « non seulement les Etats-Unis dépensent plus que toute l'économie de la France, mais aussi le gouvernement dépense plus d'argent en une seule année qu'il en a dépensé entre 1781 et 1900 -même après ajustement pour l'inflation ».³⁴

GOVERNMENT SPENDING PER FAMILY OF FOUR

	YEAR				
	1800	1850	1900	1950	1999
Federal Spending	\$80	\$120	\$480	\$6,400	\$24,000
State and Local Spending	NA	NA	\$1,000	\$3,900	\$15,400
Total			\$1,480	\$10,300	\$39,400

In 1999 the average family paid about \$27,200 in taxes. Just since 1950 the average household tax bill has risen fourfold in real terms.

STEPHEN MOORE, « *The Most Expensive Government in World History* », *Policy Report*, n° 161, *Institute for Policy Innovation*, février 2002, p. i.

Sans une image unifiée et saine de soi, une nation n'a aucune incitation pour accumuler ou utiliser la puissance matérielle ».³⁵ Alexander Hamilton « a soutenu lors des débats constitutionnels à Philadelphie à la fois un gouvernement central plus fort et un président plus puissant. Selon la pensée d'Hamilton, si l'Amérique veut atteindre la prospérité économique de l'Europe, de plus grandes responsabilités et pouvoirs devront être placés dans les mains du gouvernement national, et en particulier la présidence ».³⁶ En tout cas, « quoiqu'il en soit, à quelques exceptions, l'autorité de l'exécutif a connu une expansion

parallèlement à la croissance de la richesse et l'influence de la nation dans le monde ». ³⁷ L' « état de sécurité nationale » représente une extension du New Deal. Même le président Reagan ne fait pas exception. Connu pour avoir promis de réduire le gouvernement, au lieu de cela il l'a élargi. « Pendant les années Carter, le déficit fédéral était en moyenne de 54,5 milliards de dollars chaque année. Au cours de l'ère Reagan, les déficits ont grimpé en flèche, atteignant en moyenne 210,6 milliards de dollars au cours deux mandats de Reagan. L'ensemble des dépenses fédérales a presque doublé, à partir de 590,9 milliards de dollars en 1980 à 1140 milliards de dollars en 1989. Le gouvernement fédéral ne s'est pas rétréci. Il s'est élargi, la bureaucratie a grandi de près de 5% sous la président de Reagan ». Sous sa présidence, « les dépenses fédérales ont augmenté de manière significative » et « le nombre de fonctionnaires fédéraux a été élargi de 2,9 millions à 3,1 millions. ³⁸ Ce qui est intéressant n'est pas seulement l'augmentation du pouvoir au niveau domestique, mais plus important, c'est le l'élargissement de la sphère de l'exercice de souveraineté des Etats-Unis. Ceux-ci se sont attribué le rôle de déclarer des états d'exception au niveau mondial.

Comme le note Hard et Negri, l'évolution de l'économie et de la géographie politique mondiale fait que « la souveraineté de l'Empire lui-même est réalisée aux périphéries, où les frontières sont flexibles et les identités sont hybrides et fluides. Il serait difficile de dire qui est plus important pour l'Empire, le centre ou les périphéries. En fait, le centre et la périphérie semble changer de positions en permanence, fuyant toute localisations déterminée ». L'« Empire » c'est le terme utilisé pour décrire l'évolution profonde du capitalisme mondial qui n'est pas défini comme un supra-Etat modelé sur l'Etat-nation, mais un réseau qui prend des éléments organisationnels à la fois de l'Empire romain et la Constitution américaine ; « L'Empire n'établit pas de centre territorial du pouvoir et ne s'appui pas sur des frontières ou des barrières fixes. C'est un appareil décentralisé et déterritorialisé de gouvernement, qui

intègrent progressivement l'espace du monde entier à l'intérieur de ses frontières ouvertes et en perpétuelle expansion ». « Les Etats-Unis occupent certes une position privilégiée dans l'empire », mais ils « ne constituent pas le centre d'un projet impérialiste ».³⁹

Ce type de discours refuse de reconnaître la spatialité, la territorialité et la localisation du pouvoir. Ils rejettent explicitement la possibilité que les élites dirigeantes américaines pourraient occuper une position significative dans et autour du noyau du nouvel Empire mondial. Le triomphe de la mondialisation (ainsi que du concept lui-même) dans sa forme néolibérale est directement lié à la puissance américaine. Ian Bremmer prévient que dans le monde post-américain, les perdants sont les institutions internationales soutenant le système mondial américain comme l'OTAN, l'ONU, le système de Bretton Woods, ainsi que les alliés dépendant des Etats-Unis.⁴⁰ Ainsi cette dissociation entre mondialisation et rôle des Etats-Unis protège ces derniers de toute opposition. Documents officiels et dirigeants politiques peuvent prétendre à « façonner » le monde, mais c'est « la mondialisation » qui l'a rendu « un endroit plus dangereux et moins ordonné ». La gestion de l'empire nécessite le Léviathan américain. En effet, « la main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché - McDonald's ne peut prospérer sans McDonnell Douglas, le concepteur du F-15. Et le poing caché qui maintient le monde sûr pour les technologies de Silicon Valley s'appelle l'US Army, Air Force, Navy et Marine Corps ».⁴¹

Aux yeux de Hart et Negri, « le déclin de la souveraineté des Etats-nations ne signifie pas que la souveraineté a décliné en tant que telle. Tout au long des transformations contemporaines, les contrôles politiques, les fonctions étatiques et les mécanismes de régulation ont continué à régler le domaine de la production et des échanges économiques et sociaux. Notre hypothèse fondamentale est que la souveraineté a pris une forme nouvelle, composée d'une série

d'organismes nationaux et supranationaux unis sous une logique unique de gouvernement. Cette nouvelle forme mondiale de la souveraineté est ce que nous appelons l'Empire ». Ils voient les changements révolutionnaires dans les communications un moyen d'organiser le « mouvement de la mondialisation » par « la multiplication et structuration des interconnexions à travers les réseaux ». ⁴² Dans la même lignée, tout en admettant que le pouvoir n'est plus organisé sur des bases territoriales et qu'il est enraciné dans la société, les acteurs-réseaux transnationaux, A. Agnew évoque une « state-based ontology » de pouvoir dont la conséquence est l'émergence d'une « geography of power » qui tourne autour des réseaux internationaux, les blocs commerciaux, les villes-régions, et les échanges culturels. Au final, une « nouvelle bourgeoisie transnationale » est devenue le « principal instrument de la mondialisation » ⁴³ qui ne peut par ailleurs prospérer qu'en présence d'« un 'Etat facilitateur' » qui impose « certaines structures institutionnelles : la loi, la propriété privée, le contrat et la sécurité de la forme argent. Un Etat fort armé de pouvoir de police et du monopole des moyens de violence peut garantir un cadre institutionnel et le conforter par différents arrangements constitutionnels ». Un tel cadre n'est pas absolument nécessaire, « mais sans lui [les capitalistes] sont confrontés à de plus grands risques ». ⁴⁴ C'est ce que les Etats-Unis, comme force motrice de la mondialisation, font depuis au moins 1945.

Sans nier la profondeur des changements mondiaux, ce point de vue que l'« Empire » est « déterritorialisé » et privé de « centres de pouvoir territorial » semble contestable et rejoint tout simplement celui véhiculé par les idéologues de la mondialisation néolibérale. ⁴⁵ D'abord, réseau et territoire « s'entrecroisent, se complètent, s'affrontent, mais ne s'excluent pas [...] Les réseaux se territorialisent, les Etats se réticulaient, et les deux structures spatiales coopèrent souvent en s'affrontant. L'espace mondialisé est composé d'imbrications et de recouvrements » ⁴⁶ où l'Etat reste la structure de base, et les Etats-Unis

le noyau central autour de lequel tout s'organise. Leur rôle au sein des institutions internationales, leur poids dans l'économie mondiale, et leur suprématie militaire dans l'équilibre stratégique global et leur présence militaire mondiale ne laissent guère de doute sur le « centre de gravité » de l'« empire » car « l'Amérique est l'Etat le plus souverain du monde ». ⁴⁷ Ce qui fait d'eux, pour un « agenda setters ». ⁴⁸ La mondialisation est tout simplement la dé-spatialisation de la puissance américaine ; Faire croire qu'il n'existe pas de centre mondial de pouvoir alors que la suprématie américaine s'étend aujourd'hui à la sphère de l'économie, la monnaie, militaire, mode de vie, la langue et les produits de la culture de masse qui inondent le monde, façonnant la pensée et fascinant même les ennemis des Etats-Unis. Ce que les Américains ont fait est « la captation » du terme mondialisation « pour légitimer un projet néo-impérial d'essence militaire ». La mondialisation « n'est qu'un cliché supplémentaire dans le dispositif foncièrement militaire ». ⁴⁹

« Il est temps pour un nouveau récit sur l'avenir de la puissance américaine », disait Nye. ⁵⁰ La mondialisation en est un. « La politique est souvent faite par des discours » ⁵¹ et la mondialisation en un. ⁵² Le discours américain prédominant concernant la mondialisation est aux hyper-mondialiste-objectiviste-idéologue au sens où il véhicule l'idée d'une mondialisation irréversible, naturelle, souhaitable, positive, « au-delà de notre contrôle ». Ce discours est formulé dans –et pour exécuter– une stratégie globale cohérente de fins/moyens. La définition de la mondialisation est celle d'un « processus d'intégration économique, technologique, culturelle et politique accéléré ». ⁵³ C'est « l'intégration des activités politiques, économiques et culturelles de peuples géographiquement et/ou nationalement séparés ». ⁵⁴ Ainsi, l'administration Clinton a viré de l'histoire d'après-guerre et a adopté la posture universaliste, intégratrice et pseudo-démocratique de la mondialisation. L'économie a remplacé la sécurité sur l'agenda de la politique américaine, la mondialisation a fait l'objet. L'administration

a lié les marchés libres à la démocratie. De cette façon, le discours néolibéral de la mondialisation s'est transformé en une denrée extrêmement importante destinée à la consommation publique.

Les néolibéraux sont devenus des concepteurs-experts d'un fond idéologique attrayant de leur agenda politique. « Après tout, leur réalisation souhaitée d'un ordre de marché mondial dépend de la construction d'arguments et d'images qui dépeignent la mondialisation des marchés sous un jour positif ». Six revendications ont été associées à ce discours mondialiste sur la mondialisation : la mondialisation est au sujet de la libéralisation et l'intégration mondiale des marchés ; la « mondialisation est inévitable et irréversible » ; « Personne n'est en charge de la mondialisation » ; la « mondialisation profite à tous » ; la « mondialisation favorise la propagation de la démocratie dans le monde » ; « la mondialisation exige une guerre contre le terrorisme ». Deux dimensions se distinguent dans ce discours. L'aspect rhétorique se caractérise par un intérêt spécifique à l'utilisation stratégique de la mondialisation pour justifier les décisions politiques ou économiques impopulaires, tandis que l'aspect idéologique se concentre sur l'utilisation stratégique du discours afin de maintenir une position hégémonique. Alors que les deux sont associés à des approches sceptiques, « le mondialisme de marché est une idéologie politique qui a atteint la domination de notre temps. Epousant un système hégémonique d'idées faisant des revendications normatives sur l'ensemble des processus sociaux qu'on appelle la 'mondialisation', les mondialistes de marché cherchent à limiter le débat public sur la signification et le caractère de la mondialisation à un agenda de choses pour discuter de ce qui soutient un agenda politique spécifique ». ⁵⁵

Le néolibéralisme dans ses diverses formulations et modifications avait réussi à se répandre dans la plupart des régions du monde. Ses défenseurs puissants de l'Ouest avaient employé le récit palpitant de la mondialisation des marchés inévitable pour convaincre les gens que

la libéralisation du commerce et les marchés minimalement régulés se traduiront par une forte croissance économique et une amélioration spectaculaire des conditions de vie dans le monde entier. Adoptant une stratégie en direction des marchés des pays émergents, les Américains ont habilement poussé le système politique américain afin de réaliser le rôle d'administrateur et de gardien du système mondial. Leur stratégie de la « *realeconomik* » et la construction d'un nouvel ordre financier mondial était une tentative d'universaliser l'idéologie américaine, d'ancrer les Etats-Unis comme une puissance qui va contrôler la situation politique et économique à travers le monde dans le XXI^e siècle. L'Amérique a pris le devant en énonçant la règle économique générale qui a guidée la mondialisation dans les années 1990. Appelée également le « Consensus de Washington », qui a préconisé, en direction des pays de Sud des programmes d'ajustement sous-tendant « qu'au commencement il y a le marché » sous forme de dix « commandements » : discipline budgétaire, réorientation de la dépense publique, réforme fiscale, libéralisation financière, adoption d'un taux de change unique et compétitif, libéralisation des échanges, élimination des barrières aux investissements étrangers directs, privatisation des entreprises publiques, dérégulation des marchés pour assurer l'élimination des barrières à l'entrée et la sortie, et la sécurité des droits de propriété.⁵⁶ En résumé, le consensus signifie libre marché, économie ouverte fondée sur l'entreprise privée et un rôle réduit pour le gouvernement. L'Empire américain a atteint son apogée autour de 1990 quand les politiques de style « Consensus de Washington » ont dominés l'économie mondiale.

Ces réformes promues dans ce cadre sont caractérisées comme une « économie de l'offre ». La libéralisation est un mot-code défini comme la mesure dans laquelle des « articles, instruments financiers, immobilisations, messages et idées peuvent circuler dans toute l'économie mondiale librement et sans restrictions imposées par les

Etats ». Les réformes politiques visent diversement à éliminer ces restrictions ; déréglementation (pour faire disparaître les contraintes de régulation) ; privatisation (pour remplacer les inefficacités du contrôle et la propriété publique et ; libre échange (l'ouverture des frontières à la circulation des marchandises et des capitaux). En complément de ces réformes de l'offre sont les « politiques de stabilisation » monétaires et budgétaires (pour réduire les dépenses publiques, les déficits et la demande mondiale). Enfin, la spécialisation dans des activités économiques est promue, fondée sur l'hypothèse de l'avantage comparatif, et les politiques orientées vers l'exploration sont favorisées dans la poursuite du développement et la croissance économique.⁵⁷ Ces mesures sont en fait une réponse à la dépendance accrue de l'Amérique du reste monde ; faire face aux conséquences de l'« économie mélinariste » américaine à savoir financiarisation, désindustrialisation et consommation de masse.

Il y a une culture mondiale émergente principalement de marché, et elle est en effet fortement américaine dans son origine et son contenu. Elle est diffusée à travers des véhicules à la fois élitistes et populaires. Sans doute le moyen le plus important de l'élite est ce que Huntington appelle la « culture Davos ». Davos peut contribuer à dissiper cette idée d'un capitalisme dérégulé, dans la mesure où cet événement témoigne du besoin qu'éprouvent les dirigeants des grandes entreprises de négocier et de coopérer avec les dirigeants politiques des pays industriels et les bureaucraties des institutions économiques transnationales.⁵⁸ Ces idéologues du marché (situés principalement dans l'hémisphère Nord) se composaient de dirigeants d'entreprises, de cadres de grandes sociétés transnationales, lobbyistes d'entreprise, journalistes et spécialistes des relations publiques, intellectuels écrivains ayant un large public, bureaucrates et politiciens. Ainsi depuis les années 1990, des dizaines de magazines, revues, journaux et médias alimentaient leurs lecteurs par un discours régulier des revendications

mondialistes. Saturant le public avec des images idéalisées d'un marché mondial libre consumériste, ces mondialistes simultanément déforment la réalité sociale, légitiment et avancent leurs intérêts de pouvoir, et façonnent les identités collectives et individuelles. Et pourtant, en plus de s'appuyer sur cet arsenal puissant de représentations idéologiques, la propagation du néolibéralisme a parfois nécessité la cooptation des élites locales, souvent par des moyens de coercition indirects par le biais des institutions économiques internationales comme le FMI et la Banque mondiale, qui ont insisté sur l'adoption de programmes d'ajustement structurel en contrepartie de prêts si nécessaires, et le cas échéant la puissance militaire.

Le « Consensus de Washington » est en fait un consensus entre le FMI, la Banque mondiale et le Trésor américain et les efforts américains visaient à pousser les frontières géographiques de ce « Consensus ». Dans la pratique, à chaque fois que c'est nécessaire, le « complexe Wall Street-Trésor US-FMI » est activé au « service du capital financier de Wall Street et de l'économie américaine ». ⁵⁹ En effet, comme le système post-guerre « s'effondra vers 1970 », les Américains « entreprirent dès lors de mettre sur pieds un nouveau système fondé sur un ensemble de nouveaux dispositifs institutionnels financiers et internationaux. Son but est de contrer les menaces économiques venant de l'Allemagne et du Japon et redéfinir le pouvoir économique sur le mode d'un capital financier basé sur Wall Street ». Avec les chocs pétroliers, ce sont les banques américaines qui obtinrent le privilège de recycler les pétrodollars dans l'économie mondiale. Les contrôles de capitaux ont été retirés aux États-Unis en 1974, en Grande-Bretagne en 1979, au Japon en 1980, et dans la République fédérale d'Allemagne un an plus tard. Ainsi « menacés sur le terrain de la production, les États-Unis répliquèrent en affirmant leur hégémonie au moyen de la finance ». ⁶⁰ Ensuite, menacés sur le terrain de la finance depuis les années 1990, ils ont affirmé leur puissance militaire.

Par une analyse historique des administrations Woodrow Wilson, Franklin D. Roosevelt, et dans une certaine mesure celle de Bill Clinton, Smith met en évidence les continuités qui relient les ambitions mondiales des administrations américaines et la soi-disant « guerre contre le terrorisme » avec ces moments antérieurs. En outre, en se référant à ce qu'il appelle les « founding politica lgeographical contradiction » de l'Amérique, Smith indique que les aspirations mondiales américaines sont à la fois alimentées et limitées par son nationalisme. Toutes les tentatives de domination mondiale des Etats-Unis ont échoué pour la même raison ; la mondialisation des idées néolibérales américaines sont combinées et reliés au côté dur du nationalisme américain »,⁶¹ qui est obsédé par « un pouvoir sans partage sur le monde. Les États-Unis sont la première puissance promouvant la mondialisation, mais sur de nombreux points ils mènent des politiques qui sont anti-mondiales dans leur essence, c'est à dire, les Etats-Unis sont mal à l'aise à vivre dans la société mondiale qu'ils contribuent à créer. Le but est de regarder profondément les racines historiques, culturelles, sociales, etc., de ce paradoxe. Dès le début, l'Amérique a favorisé un sentiment de mission et a montré une tendance à des interférences unilatérales. Par exemple, à « la fin des années soixante, éventuellement en rapport avec la guerre du Vietnam, les Etats-Unis se détournèrent de l'idéal d'une société civile mondiale et poursuivirent une autre voie, des actions essentiellement unilatérales pour protéger leur propre souveraineté et sécurité nationales. Le 11 Septembre 2001 semble accélérer ce tour ». ⁶² Talantino fait allusion à cela dans sa discussion sur les retombées de l'intervention en Irak, où est suggéré que la tentative américaine d'agir unilatéralement pour les intérêts de sécurité traditionnels a permis de renforcer de nouvelles normes mondialisées qui rejettent les intérêts et les valeurs communes. ⁶³ Au final, le projet américain a été impérial parce qu'il est « similaire à ceux entrepris par d'autres puissances

impériales », motivé par une « forte impulsion idéologique » et encadré par des « visions nationalistes ». En effet, les « Américains ont suivi un chemin impérial familier ». L'une des caractéristiques « est la force et la persistance d'une puissante impulsion idéologique qui agite les rêves de la domination et anime la politique américaine. Les visions nationalistes avec un engagement à entraîner des transformations politiques, sociales et culturelles dans d'autres pays s'inspirent d'un projet régional ambitieux similaire à ceux entrepris par d'autres puissances impériales. Infuser ce projet était un sentiment de supériorité qui a permis de concilier un peuple dédié à la liberté de prendre la liberté, mais à titre provisoire, des autres et d'exercice le contrôle, parfois difficilement ». ⁶⁴

Comme conséquence, « il semble plus facile d'imaginer la 'fin du monde' qu'un changement beaucoup plus modeste dans le mode de production, comme si le capitalisme libéral est le 'réel' qui va en quelque sorte survivre même dans des conditions d'une catastrophe écologique planétaire ». Aujourd'hui, personne n'envisage sérieusement les alternatives possibles au capitalisme plus longtemps, alors que l'imaginaire populaire est persécuté par les visions de la prochaine décomposition de la nature, de l'arrêt de toute vie sur terre. ⁶⁵ En ce sens, « une grande partie de ce qui est écrit à propos de la mondialisation se révèle être un non-sens et est accepté surtout parce que l'histoire est séduisante et parce qu'il y a de puissants intérêts politiques et intellectuels qui la soutiennent ». Telle a été conçue, la mondialisation est un mythe. En tant que discours la mondialisation a servi comme un pont entre guerre et post-guerre froide et permettant de poursuivre des politiques autrefois réalisées sous couvert du Containment. La mondialisation dans sa forme néolibérale est un détournement de la mondialisation (processus historique c'est-à-dire le processus d'échange) puisqu'il s'agit de projeter un modèle daté historiquement. Ces récits sur la

mondialisation peuvent être utilisés pour comprendre les inégalités aux Etats-Unis, par exemple, mais aussi en tenant compte de la façon dont les discours dominants contribuent à normaliser certaines de ces expériences, et en tant que telle peuvent contribuer à la reproduction des inégalités.

Quelles conséquences pour l'Algérie ? Il est absurde de dire qu'il n'y a pas d'alternatives au système néolibéral. Avec une économie de marché non capitaliste, la Chine par exemple se dirige vers une économie contrôlée par l'État. Le capitalisme prend de nombreuses formes, mais elles peuvent toutes se distinguer par leur « utilisation de la richesse pour créer plus de richesse, une définition suffisamment large pour englober à la fois le capitalisme de libre marché et d'État ». L'économie chinoise peut être correctement qualifiée de « capitalisme d'État », qui diffère du capitalisme de marché libre par le fait que la politique plutôt que le profit est le principal moteur de la prise de décision. Perçu comme le dernier chapitre de la « montée du reste » (ou l'expansion des États non occidentaux dans le système international), le capitalisme d'État est dominé par l'agenda de l'État. « Contraint de choisir entre la protection des droits de la personne, la productivité économique, et le principe du choix du consommateur, d'une part, et la réalisation des objectifs politiques, d'autre part, les capitalistes d'État choisiront ce dernier à chaque fois ». ⁶⁶ La différence en effet dans l'organisation économique capitaliste a donné lieu à de différentes variétés de capitalismes. L'expérience asiatique est un démenti de la notion du capitalisme universalisé et homogène de « la fin de l'histoire ». L'État développemental a présenté une autre forme de solution institutionnelle pour résoudre les tensions du mondialisme. Les efforts américains d'ancrer durant la Guerre froide leur modèle en Asie et en Europe ont eu des succès mitigés. Même les alliés les plus proches ne l'ont pas adopté en vrac mais seulement une fois ajusté. Le capitalisme de marché n'est pas l'unique voie vers le progrès et la modernité. L'Algérie

doit et peut trouver son propre modèle de modernisme puisant dans sa propre histoire, sa culture et son expérience. Aucun pays occidental ne pratique le modèle que l'on cherche à imposer aujourd'hui aux pays en développement. Historiquement, plus qu'un modèle a été utilisé par l'impérialisme.

Référence

1. John Baylis, « International and global security in the post-cold war era », In John Baylis & Steve Smith (sous. dir.), *The Globalization of World Politics*. P. 256 Oxford: Oxford UP, 2001, p. 256.
2. Stephen J. Del Rosso, Jr., « The Insecure State (What Future for the State?) », *Daedalus*, vol. 124, n° 2, printemps 1995
3. William I. Robinson, *A Theory of Global Capitalism: Production, Class, and State in a Transnational World*, John Hopkins University Press, 2004, p. 109 ; Manuel Castells, *The Power of Identity*, 2e éd., A John Wiley & Sons, Ltd., West Sussex, 2010, p. 419 ; John Bellamy Foster & Robert Waterman McChesney, *The Endless Crisis: How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China*, Monthly Review Press, New York, 2012, p. 152-154 ; « What has collapsed is more the vision (or dream) of the progressive developmental state that sustained generations of academics, activists and policymakers, than any real existing state », suggèrent Jennifer Milliken & Keith Krause, « State Failure, State Collapse and State Reconstruction: Concepts, Lessons and Strategies », *Development and Change*, vol. 33 n° 5, 2002, pp. 753–774 ; Neil Brenner & Nik Theodore (sous. dir.), *Spaces of Neo liberalism Urban Restructuring in North America and Western Europe*, y Blackwell Publishing, New York, 2002 ; TARAK BARKAWI & MARK LAFFEY, « The Imperial Peace: Democracy, Force and Globalization », *European Journal of International Relations*, vol. 5, n° 4, pp. 403–434 (407)

4. FOUCHER, Michel : « The geopolitics of European frontiers », in : MALCOLM, Anderson / BORD, Eberhard (dir.), *The Frontiers of Europe*, London, Pinter, 1998, p. 236-237
5. WACKRMANN, Gabriel (dir.), *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Ellipses, 2005, p. 264.
6. BIGO, Didier, « Immigration controls and free movement in Europe », *International Review of the Red Cross*, vol. 91, n°. 875, septembre 2009, pp. 579-591.
7. Joseph Stiglitz, 'Foreword', in Polanyi, K., *The Great Transformation: the political and economic origins of our times*, Boston: Beacon Press, 2001, p. xiii. Dans un autre ouvrage, il explique que « la plupart des pays industriels avancés, y compris les États-Unis et le Japon, avaient construit leurs économies en protégeant sagement et sélectivement certaines de leurs industries jusqu'à ce qu'ils soient assez forts pour concurrencer les entreprises étrangères ». « Forcer un pays en développement à s'ouvrir aux produits importés qui seraient en concurrence avec certains de ses industries, des industries qui étaient dangereusement vulnérables à la concurrence des industries homologues beaucoup plus fortes dans d'autres pays, peut avoir des conséquences désastreuses, socialement et économiquement. Des emplois ont systématiquement été détruits -les agriculteurs pauvres dans les pays en développement ne pouvaient tout simplement pas rivaliser avec les marchandises fortement subventionnées en provenance de l'Europe et l'Amérique- avant que les secteurs agricoles et industriels du pays soient en mesure de devenir forts et créer de nouveaux emplois. Pire encore, l'insistance du FMI auprès des pays en développement pour maintenir des politiques monétaires restrictives a conduit à des taux d'intérêt qui ont rendu la création d'emplois impossible, même dans le meilleur des cas ». Joseph E. Stiglitz, *Globalization and its Discontents*, Norton, 2002, p. 16-17.
8. Amy Chua, « World on Fire: How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred and Global Instability », *Double day*, New York, 2003 ; Dans la même perspective, Ha-Joon Chang s'attaque aux politiques des nations riches pressant les pays pauvres à adopter des politiques de libre marché qu'ils n'ont jamais pratiqué.

Tout citant un économiste allemand du 19^e siècle sur les britanniques, il écrit que l'objectif des nations riches aujourd'hui est faire de l'échelle d'un coup de pied et de « priver les autres des moyens » de rattraper leur retard par rapport à eux. Mais l'histoire du capitalisme est si bien écrite que la plupart de ces « Bad Samaritans » souffrent d'une « amnésie historique » et « ne réalisent même pas qu'ils font du mal aux pays en développement avec leurs politiques ». Ha-Joon Chang, « Bad Samaritans: The Myth of FreeTrade and the Secret History of Capitalism », Bloomsbury Press, 1^e éd., 2007 ; voir aussi Charles R. GEISST, *Monopolies in America. Empire Builders and Their Enemies from Jay Gould to Bill Gates*, Oxford University Press, Oxford New York, 2000

9. MICHAEL HIRSH, « Dollars Without Borders », *The New York Times*, 5 mars 2006
10. Rawi Abdelal and Adam Segal, « Has Globalization Passed Its Peak? », *Foreign Affairs*, janvier/février 2007
11. Larry Summers, « America needs to make a new case for trade », *Financial Times*, 27 avril 2008
12. Vinod Aggarwal et Simon Evenett dans cette étude publiée dans *Oxford Review of Economic Policy*. Tom Miles, « Major trade powers using stealth protectionism – study », 22 octobre 2012
13. Patrick O'Meara & Howard D. Mehlinger & Matthew Krain (sous.dir.), *Globalization and the Challenges of a New Century: A Reader*, Indiana University Press, Bloomington, 2000, p. 74
14. Martin Wolf, « The Rescue of Bear Stearns Marks Liberalisation's Limit », *Financial Times*, 26 mars 2008.
15. Robert Zoellick, « Do Europeans and Americans Share an Enlightened Self-Interest? », *Speech to Bundestag*, 6 juin 2002.
16. William I. Robinson, *Promoting Polyarchy: globalization, US intervention and hegemony*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, p.19

17. Immanuel Wallerstein, *The Capitalist World Economy*, Cambridge, CambridgeUniversity Press, 1979, pp. 18-23
18. Funso Aluko & Dare Arowolo, « Foreign aid, the Third World's debt crisis and the implication for economic development: The Nigerian experience », *African Journal of Political Science and International Relations*, vol. 4, n°. 4, avril 2010, pp. 120-127 (123-124).
19. Robert B. Zoellick, "America Will Not Wait", *The Financial Times*, 21 septembre 2003.
20. Fred Bergsten, « Competitive Liberalization and Global Free Trade: A Vision for the Early 21st Century », Working Paper, n°. 96-15, Peterson Institute for International Economics, Washington, D.C.
21. Alan Tonelson, "There's Only So Much That Foreign Trade Can Do", *The Washington Post*, 2 juin 2002.
22. Jean-Yves CLEACH & Jacqueline LE MORVAN & Benjamin STECK, *La puissance américaine*, Ellipses, Paris, 1994, p. 78-79. En 1942 déjà, Cordell Hull a ouvertement reconnu que le « leadership vers un nouveau système international dans le commerce et d'autres questions économiques seront largement dévolus aux Etats-Unis en raison du notre grande force économique. Nous devons assumer ce leadership et la responsabilité qui va avec, principalement pour des raisons de pur interet national ». Cité par Murray N. ROTHBARD, *The Mystery of Banking*, 2eéd., Ludwig von Mises Institute, Alabama, 2008, p. 250.
23. Christopher Rudolph, « Sovereignty and Territorial Borders in a Global Age », *International StudiesReview*, vol. 7, n°. 1, 2005, pp.1-20 ; Philip Bobbitt, par exemple, retrace l'évolution historique de l'Etat en terme de cinq modèle à partir de « princely state » à « kingly state » à « territorial state » à « state-nation » pour identifier enfin « market state » comme modèle émergeant future probable. Le passage au « market state » ne signifie pas que l'Etat va nécessairement disparaître pour une simple

raison que le marché a besoin de l'Etat. Philip Bobbitt, *The Shield of Achilles: War, Peace, and the Course of History*, 2002 ;

24. Zbigniew Brzezinski, *Le vari choix. L'Amérique et le reste du monde*, Odile Jacob, Paris, 2004, p. 22 ; voir aussi Robert G. PATMAN, « Globalization, the end of the Cold War, and the doctrine of national security », in Robert G. PATMAN (dir.), *Globalization and Conflict : National Security in a 'New' Strategic Era*, Routledge, New York, 2006, pp. 3-29 (22)

25. Norrin M. Ripsman et T. V. Paul sont très critique des « théoriciens de la mondialisation » qui soutiennent le declin des guerres entre les grandes puissances et la montée des menaces non-traditionnelles. Cela n'a aucun sens de penser que phénomènes transnationaux vont affecter le faible et le petit, le fort et sécurisé. Norrin M. Ripsman & T.V. Paul, *Globalization and the National Security State*, Oxford University Press, USA, 2010.

26. Henry A. Kissinger, « Syrian intervention risks upsetting global order », *The Washington Post*, 2 juin 2012.

27. Stephen D. Krasner, *Sovereignty: organized hypocrisy*, Princeton University Press, Princeton, 1999

28. Andrew J. Bacevich, *The Long War: A New History of US National Security Policy since World War II*, Columbia University Press, New York, 2007.

29. Dinesh D'Souza, « How Obama Thinks », *Forbes Magazine*, 27 septembre 2010

30. Peter Ferrara, « President obama the biggest government spender in world history », *Forbes*, 14 juin 2012 ; Charles Krauthammer, « Why liberals are panicked about Obamacare », *The Washington Post*, 15 novembre 2013

31. WILLIAM J. NOVAK, « The Myth of the "Weak" American State », *American Historical Review*, juin 2008, pp. 752-772

32. Theda Skocpol, « Bringing the State Back In: Strategies of Analysis in Current Research », In Peter B. Evans (et autres) (dir.), *Bringing the State Back In*, Cambridge

University Press, Cambridge, 1985, pp. 3-37

33. Stephen MOORE, « The Growth of Government in America », *The Freeman*, 1 avril 1993
34. Stephen MOORE, « The Most Expensive Government in World History », Policy Report, n°. 161, Institute for Policy Innovation, février 2002 http://heartland.org/sites/all/modules/custom/heartland_migration/files/pdfs/12051.pdf ; « Institute for Policy Innovation: The Most Expensive Government in History; Bush Budget Continues Spiral of Government Spending », *US Newswire*, 15 avril 2002
35. Henry R. Nau, *At Home Abroad : Identity and Power in American Foreign Policy*, Cornell University Press, Ithaca, N.Y., 2002, p. 4
36. Fareed Zakaria, *From Wealth to Power*, Princeton University Press, Princeton, 1998, pp. 97.
37. Alexander DeConde, « Presidential Power », In Elizabeth Cobbs Hoffman et autres ; sous. dir.), *Encyclopedia of American Foreign Policy*, 2e éd., vol. 3, Charles Scribner's Sons, New York, 2002, pp. 195-220 (195)
38. Andrew J. Bacevich, *The Limits of Power: The End of American Exceptionalism*, Holt McDougal, 2009, p. 39. Julian E. Zelizer (dir.), *The Presidency of George W. Bush*, Princeton University Press, Princeton, 2010, p. 9.
39. Hardt, Michael et Antonio Negri, *Empire*, Exils éditeurs, Paris, 2000 ; voir aussi Noel Parker « Empire as a Geopolitical Figure », *Geopolitics*, vol. 15, n°. 1, 2010, pp. 109–132 (125).Guillermina S. Seri, «On Borders and Zoning: The Vilification of the "Triple Frontier" », Prepared for Delivery at the 2003 meeting of the Latin American Studies Association, Dallas, Texas, 19-27 mars 2003, p. 7.
40. Ian Bremmer, *Every Nation for Itself: Winners and Losers in a G-Zero World*, Portfolio (Penguin Group), 2012
41. Thomas Friedman, "A Manifesto for the Fast World", *New York Times Magazine*, mars 1999

42. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils éditeurs, Paris, 2000, p. 16. Hardt écrit « Comment pouvez-vous discuter avec un réseau ? Les mouvements organisés en son sein [...] ne procèdent pas par opposition. Une caractéristique de base de la forme du réseau est qu'il n'y a pas deux nœuds se font face en contradiction ; mais plutôt, ils sont triangulés par un tiers, puis un quatrième, puis par un nombre indéfini dans le Web ». Michael Hardt, « Porto Alegre : Today's Bandung ?, *New Left Review*, vol. 14, mars-avril 2002.

43. John A. Agnew, *Hegemony: The New Shape of Global Power*, Temple University Press, Philadelphia, 2005, p. 38, 220, 229.

44. « Le capitalisme n'a pas inventé l'administration territoriale. Il s'est accaparé des structures politico-administratives qu'il a adaptées, transformées et dans certains cas totalement révolutionnées en parvenant à asseoir sa domination en tant que système politico-économique. Autrement dit, s'il n'y avait pas eu des Etats, le capitalisme aurait dû les inventer ». David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, op.cit, p. 115-116 ; David harvey, *Geographie et capital*, op.cit, 218 et 227.

45. Robert Hormats, Vice Chairman of Goldman Sachs International, par exemple suggère que « la grande beauté de la mondialisation est qu'elle n'est pas contrôlée par aucun individu, aucun gouvernement, aucune institution ». Manfred Steger , « Six Core Claims of Globalization », 21 septembre 2011.

46. Gérard Dussouy, *Les théories de l'interétatique. Traité de relations internationales II*, L'Harmattan, Paris, 2007. p. 69 ; P. Dicken affirme que, « contrairement aux affirmations populaires de la 'fin de la géographie', les réseaux de production sont intrinsèquement géographique en fonction de leurs configurations spatiales différenciées et leur intégration territoriale dans des endroits spécifiques. En particulier, les activités économiques ont une très forte propension à se regrouper ou à s'agglomérer dans des types particuliers de localisation. Tels grappes, qui une fois formés, ont tendance à se développer dans un chemin dépendant de manière à influencer –meme si elles ne déterminent pas totalement- les géographies futures ». Peter Dicken, *Global shift: reshaping the global economic map in the 21st century*,

Sage, London, 2003, p. 29

47. Zbigniew Brzezinski, "The Dilemma of the Last Sovereign", *The American Interest*, automne 2005.

48. Selon la formule de Tsebelis. Celui-ci formalise et synthétise le « veto player » qui sont des acteurs individuels ou collectifs dont leurs accords est nécessaire pour un changement dans le statu quo. Certains « veto players » peuvent présenter des propositions de type c'est « à prendre ou à laisser » aux autres « veto players »; Tsebelis les appelle les « agenda setters ». George Tsebelis, *Veto Players: How Political Institutions Work*, Princeton University Press, Princeton, 2005.

49. Ghassan Salamé, *Quand l'Amérique refait le monde*, op.cit, p. 400-401

50. Joseph S. Nye Jr., « The Future of American Power : Dominance and Decline in Perspective », *Foreign Affairs*, vol. 89, n°. 6, novembre-décembre 2010

51. Zbigniew Brzezinski, « America in the World Today », in David S. Alberts & Thomas J. Czerwinski (sous. dir.), *Complexity, Global Politics, and National Security*, National Defense University, Washington, D.C., 2002.<http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/ndu/complexity/comch02.html>

52. Dans *The Dictionary of Human Geography* (2000), Derek Gregory identifie trois aspects importants du discours ; 1) Discours ne sont pas idées indépendantes, abstraites, mais sont matériellement incorporés dans la vie quotidienne. Elles informent ce que nous faisons et sont reproduites à travers nos actions ; 2 Les discours produisent notre monde « pris pour acquis ». Ils naturalisent une vision particulière du monde et de nous et d'autres et nous positionnent en sein ; Discours produisent toujours des connaissances partielles, situées, ce qui reflète nos propres circonstances. Ils sont caractérisés par des relations de pouvoir et de connaissances et sont toujours ouverts à la contestation et négociation. Voir Martin Jones & Rhys Jones & Michael Woods, *An Introduction to Political Geography. Space, place and politics*, Routledge, London/New York, 2004, p. 13

53. *The National Security Strategy*, décembre 1999. Cité in Ellen L. Frost,

« Globalization and National Security: A Strategic Agenda », *The Global Century*, p.

54. Defense Science Board Task Force on Globalization and Security en 1999. Voir Ellen L. Frost, « Globalization and National Security: A Strategic Agenda », *The Global Century*, p. 37.

55. Manfred B. Steger (dir.), *Globalisms : The Great Ideological Struggle of the Twenty-first Century*, 3^e éd., Rowman&LittlefieldPublishers, Maryland, 2009 ; Un exemple pratique est donné par B. Rosamond dans le cas de l'Union européenne, indiquant que la mondialisation peut être un élément puissant de la construction sociale du contexte extérieur qui, à son tour, contribue à légitimer certains types de politiques au niveau de l'UE. Il constate aussi l'utilisation du discours de la mondialisation est si répondu dans l'établissement d'agendas contextuels. La raison pourrait être trouvée dans une tentative de légitimer l'action au niveau européen dans des secteurs particuliers plutôt que dans le contexte de la politique. Dans l'examen des liens entre la mondialisation et l'intégration européenne, il conclut que la Commission utilise le terme de la mondialisation comme « "empty"signifier » et aussi pour imposer l'idée qu'il n'y a « pas d'alternative ». Il a aussi trouvé des preuves d'une tentative de définir la mondialisation comme « souhaitable » et « synonyme de libéralisation de l'économie mondiale ». Le concept, note-t-il, utilisé pour justifier à la fois les compétences de réglementation au niveau européen et les options politiques néolibérales. Dans ce contexte, l'idée est que « la mondialisation est bonne et devrait être encouragée, mais elle s'attaque aux capacités des gouvernements nationaux ». Il conclut que la mondialisation est utilisée par l'UE pour créer des allégeances cognitives à l'idée de l'intégration européenne. Ben Rosamond, *Theories of European integration*, St. Martin's Press, New York, 2000.

56. John Williamson, *What Washington Means by Policy Reform*, In John Williamson (sous dir.), *Latin American Readjustment: How Much has Happened*, Institute for International Economics, Washington, 1989 ; John Williamson, « What Should the Bank Think about the Washington Consensus? », Paper prepared as a background to the World Bank's World Development Report 2000, juillet 1999.

57. Peterson V. Spike, *A Critical Rewriting of Global Political Economy : Integrating Reproductive, Productive and Virtual Economies*, Routledge, London & New York, 2003, p. 5 ; HARDT, Michael & Antoine NEGRI, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, Découverte, Paris, 2004, p. 207.
58. « A Davos, nous pouvons voir à l'œuvre les relations institutionnelles qui maintiennent et régulent le système économique et politique. [...] Davos est la démonstration classique qu'il ne peut y avoir de marché économique sans ordre et sans régulation politique », selon HARDT, Michael & Antoine NEGRI, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, Découverte, Paris, 2004, p. 200.
59. David Harvey, *Le Nouvel impérialisme*, op.cit, p. 149 ; NGAIRE WOODS, *THE GLOBALIZERS : The IMF, the World Bank, and Their Borrowers*, Cornell University Press, 2007
60. David Harvey, *Géographie et capital*, op.cit, p. 266-267.
61. Neil Smith, *The End-game of Globalization*, Routledge, New York/London, 2005
62. Bruce Mazlish, « Conclusion », In Bruce Mazlish & Nayan Chanda & Kenneth Weisbrode, (sous. dir.), *The Paradox of a Global US*, Stanford University Press, Stanford, California, 2007, pp. 174 ; Neil Smith, *The Endgame of Globalization*, Routledge, New York/London, 2005, p. 12 ; Luiza Bialasiewicz & David Campbell & Stuart Elden & Stephen Graham & Alex Jeffrey & Alison J. Williams, « Performing security: The imaginative geographies of current US strategy », *Political Geography*, vol. 26, n°. 4, mai 2007, pp. 405–422 ; Pieterse, J. N., « Neoliberal Empire », *Theory, Culture & Society*, vol. 21, n°. 3, 2004, pp. 119-140
63. TALENTINO, Andrea Kathryn. *Military Intervention after the Cold War: The Evolution of Theory and Practice*. Athens: Centre for International Studies, Ohio University, 2005, p. 286.
64. Percevant « la notion d'empire essentiellement militaire et politique », M. Hunt et S. Levine « ne mettent pas l'accent sur les motifs de l'empire » « n'insistent pas pour que les bâtisseurs d'empire reconnaissent leur création pour ce qu'il est ou avoir

des plans ou des intentions impériales explicites ». Il décrivent « l'empire » comme « fondamentalement une entreprise politique dirigée centralisée dans lequel un Etat emploie la contrainte (violence, ou du moins la menace de violence) pour subjuguier une population étrangère dans une zone délimitée territorialement gouvernée par un autre État ou force politique organisée ». Michael H. Hunt & Steven I. Levine, *Arc of Empire: America's Wars in Asia from the Philippines to Vietnam*, University of North Carolina Press, Chapel Hill 2012.

65. Slavoj Zizek, « INTRODUCTION: The Spectre of Ideology », In Slavoj Zizek (dir.), *Mapping Ideology*, Verso, London, 1995, p. 1.

66. I. Bremmer, *The End of the Free Market*, Portfolio Hardcover, 2010